



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Programme alimentaire mondial

RAPPORT SPÉCIAL

Extrait

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SOUDAN DU SUD

26 mai 2017



Le présent rapport a été établi par *Mario Zappacosta et William Ian Robinson* (FAO) et *Rogério Bonifácio* (PAM), sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. De plus, les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou au niveau de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Boubaker Ben Belhassen
Directeur, EST
Division du commerce international et des marchés
FAO
Mél: giewes1@fao.org

Valerie Guarnieri
Directeur régional
Afrique orientale et centrale (RBN)
PAM
Mél: valerie.guarnieri@wfp.org

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Veuillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org <http://www.fao.org/giews/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

R A P P O R T S P É C I A L

Extrait

**MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET
DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SOUDAN DU SUD**

26 mai 2017

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2017

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Les photographies de la page de couverture sont de: L. Visser.

Faits saillants

- Tout au long de 2016, les pluies ont été généralement favorables, elles sont survenues en temps opportun et ont été caractérisées par une bonne répartition. Des périodes de sécheresse ont été signalées dans le sud de l'État de Jonglei et dans l'État de l'Équatoria-Oriental à partir d'août 2016.
- La production céréalière nette de 2016 du secteur traditionnel (après déduction des pertes après-récolte et de l'utilisation à des fins de semences) est estimée à environ 826 000 tonnes, la plus petite quantité récoltée depuis le début du conflit. Tant les superficies récoltées que les rendements ont diminué à la suite de l'augmentation de l'intensité et de l'ampleur du conflit qui a perturbé les activités agricoles, en particulier au cours de la campagne secondaire. Selon les estimations, les principales contractions de la production de céréales seraient survenues dans la grande région de l'Équatoria et dans l'État du Bahr el Ghazal occidental.
- Les conditions du bétail ont été généralement bonnes grâce à la situation satisfaisante des pâturages et à la disponibilité suffisante des ressources en eau. Comme durant les deux années précédentes, l'altération des routes de migration/commercialisation du bétail et des vols généralisés de bovins ont été signalés dans toutes les principales zones de conflit/d'insécurité.
- Avec une population projetée d'environ 12 millions de personnes à la mi-2017, le déficit céréalier global pour la campagne de commercialisation janvier-décembre 2017 est estimé à environ 500 000 tonnes, soit plus de 30 pour cent de plus que le déficit estimé pour 2016.
- L'hyperinflation et la capacité d'importation limitée en raison de l'insécurité et de la pénurie de devises étrangères ont gravement nui au fonctionnement du marché et à la disponibilité de denrées alimentaires. Les prix des céréales ont été multipliés par dix en 2016 à la suite de la forte dévaluation de la monnaie locale et de l'augmentation des coûts de transport. Le nombre de commerçants et le niveau de leurs stocks alimentaires ont considérablement diminué au cours du deuxième semestre de 2016, ce qui s'est traduit par une forte réduction de l'offre et de la variété des denrées alimentaires sur le marché.
- Environ 1,9 million de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays en février 2017. Le nombre de réfugiés dans les pays voisins s'élevait à près de 1,8 million en février 2017, dont plus de 1 million de nouveaux arrivants ont été enregistrés entre mars 2016 et mars 2017.
- L'insécurité alimentaire a atteint de nouveaux records en 2016 (67 pour cent de la population au moment des récoltes, dont plus de 14 pour cent en situation d'insécurité alimentaire grave), deux fois plus qu'avant le début du conflit et une dégradation sensible par rapport à la même période l'année dernière (l'insécurité alimentaire concernait 49 pour cent de la population, dont 12 pour cent en situation d'insécurité alimentaire grave). Selon les informations récoltées, seul un quart des ménages (26 pour cent) ont bénéficié d'une consommation alimentaire acceptable. Au cours de la prochaine période de soudure, à la mi-2017, l'insécurité alimentaire devrait probablement augmenter davantage.
- En janvier 2017, 32 pour cent de la population du Soudan du Sud (environ 3,8 millions de personnes) était classée dans les phases 3 (crise), 4 (urgence) et 5 (catastrophe) de l'IPC (cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire). Au plus fort de la période de soudure en juillet 2017, cette proportion pourrait atteindre 47 pour cent (soit 5,5 millions de personnes). Les situations les plus graves ont été constatées dans l'État de l'Unité, où la population dans certains comtés souffre de famine ou est à risque de famine, ainsi que dans l'État du Bahr el Ghazal septentrional.
- En 2017, le PAM prévoit d'aider environ 4 millions de personnes avec près de 300 000 tonnes de produits alimentaires divers et de transferts monétaires. Cela comprend une aide alimentaire d'urgence destinée à 3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave et des activités de renforcement de la résilience orientées vers le développement (repas scolaires, nutrition, assistance alimentaire et financière pour la création d'actifs, achats au service du progrès) dont bénéficieront 1 million supplémentaire de personnes. L'accès humanitaire restreint en raison de l'insécurité permanente et l'insuffisance des financements pourraient empêcher d'atteindre certaines populations qui ont besoin d'une assistance d'urgence.
- Dans le cadre de son intervention d'urgence en 2017, la FAO envisage de distribuer des kits de culture/pêche et des semences (y compris par le biais de foires aux semences) à environ 900 000 ménages vulnérables. En outre, une campagne de vaccination et de traitement du bétail devrait atteindre environ 5 millions d'animaux.

VUE D'ENSEMBLE

Une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) s'est rendue au Soudan du Sud du 30 novembre au 12 décembre 2016 pour estimer la production céréalière de 2016 et évaluer la situation globale de la sécurité alimentaire. La CFSAM a examiné les conclusions de plusieurs missions d'évaluation des récoltes menées au moment des semis et des récoltes dans les différentes zones agro-écologiques du pays de mai à décembre 2016. Comme en 2014 et 2015, toutes les missions d'évaluation ont été effectuées par un groupe de travail composé de fonctionnaires du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (MAF), du Bureau national de la statistique (BNS) et de la FAO. Les membres du groupe de travail ont été formés ces dernières années pour mener des évaluations rapides en utilisant des techniques et des protocoles établis, comme des visites de terrain à pied et en voiture, l'évaluation des cultures sur pied selon leur rendement et des animaux en fonction de leur condition physique, la réalisation d'entretiens avec des informateurs clés et des études de cas d'agriculteurs. En outre, avec le soutien du projet AFIS de la FAO, plus de 20 Comités de suivi des cultures à l'échelle des comtés ont été formés en 2016, en vue d'étendre la responsabilité de la collecte de données plus objectives au niveau local.

Mettant à profit l'expérience couronnée de succès du nouveau format d'évaluation introduit en 2014 et en 2015, l'évaluation annuelle des récoltes de 2016 menée au Soudan du Sud s'est également appuyée sur une feuille de route établie sur une année complète, avec une série d'évaluations des semis et des récoltes réalisées par des équipes du Groupe de travail au niveau des États. Malheureusement, la grave insécurité qui caractérise le pays depuis juillet 2016 a empêché la pleine exécution du plan et notamment provoqué une importante réduction des activités sur le terrain. Dans l'ensemble, trois missions en amont des récoltes de la campagne principale ont été menées dans les États de l'Équatoria-Central, de l'Équatoria-Oriental, et de l'Équatoria-Occidental en juin, suivies par neuf brèves missions au moment des récoltes, entre septembre et novembre, dans des localités accessibles des États du Bahr el-Ghazal septentrional, des Lacs, de Warrap, de la zone administrative d'Abyei, de l'Équatoria-Oriental, du Nil Supérieur, de Jonglei et du Bahr el Ghazal occidental. Les équipes n'ont pu accéder à l'ensemble des États de l'Unité, de l'Équatoria-Central et occidental au moment des récoltes des cultures de la campagne secondaire. Dans toutes les zones visitées, des préoccupations concernant la sécurité ont empêché la réalisation de traversées en voiture et les évaluations ont été essentiellement menées dans le cadre de visites à pied pour évaluer les rendements. En outre, 550 études de cas d'agriculteurs et 36 entretiens avec des informateurs clés ont été menés au cours des deux périodes d'activité.

Conformément aux procédures standard du CFSAM concernant les sources secondaires d'information, le Groupe de travail a examiné et commenté les facteurs ayant une incidence sur le rendement des récoltes au cours de l'année de production 2016, a estimé la production céréalière nationale au cours de l'année et a évalué la situation globale de la sécurité alimentaire. Dans les zones où les risques pour la sécurité de l'équipe, en raison de détériorations localisées de l'ordre public, étaient considérés comme trop élevés pour autoriser des membres de l'équipe à se rendre sur place à des moments critiques, la mission a eu recours à des procédures d'évaluation "à distance", fondées sur des entretiens téléphoniques avec des interlocuteurs clés, pour calculer des estimations.

En ce qui concerne le secteur agricole traditionnel, selon les estimations, les superficies totales emblavées en céréales s'élèveraient à 940 000 hectares, environ 7,4 pour cent de moins que le niveau de l'année précédente. Le démarrage favorable de la saison des pluies (sauf dans le sud-ouest) et les prix élevés qui prévalent sur la plupart des marchés, ont encouragé l'expansion des superficies emblavées au cours de la première campagne. Toutefois, la situation a radicalement changé depuis juillet, la détérioration rapide des conditions de sécurité ayant contraint les agriculteurs à se déplacer en masse. L'estimation de la superficie récoltée a considérablement diminué, entre 15 et 40 pour cent dans la grande région de l'Équatoria et dans l'État du Bahr el Ghazal occidental, en raison d'une réduction du nombre de ménages agricoles ainsi que de la moyenne de la superficie emblavée par ménage. Les plus fortes contractions des superficies récoltées ont été signalées dans les zones les plus productives de la Ceinture verte. En revanche, les superficies récoltées ont augmenté entre 5 et 20 pour cent dans le reste du pays, en particulier dans les États de Warrap et des Lacs, du fait que les activités agricoles se sont développées dans les zones sûres autour des exploitations.

Les précipitations en 2016 ayant été essentiellement favorables en termes de quantités et de répartition (sauf dans certaines régions de l'Équatoria-Oriental et de Jonglei) et les pertes de récolte dues aux ravageurs et aux maladies ayant été minimales, l'augmentation de l'intensité et de l'ampleur du conflit, qui a fortement perturbé les activités agricoles, a été le principal facteur de la réduction des rendements, en particulier au cours de la deuxième campagne.

En 2016, la production céréalière nette du secteur traditionnel, après déduction des pertes après-récolte et de l'utilisation à des fins de semences, est estimée à environ 826 000 tonnes, la plus petite production depuis le début du conflit, en baisse de plus de 10 pour cent par rapport à 2015 et 18 pour cent par rapport à 2014. La diminution prévue de la production nationale en 2016 est essentiellement le fait des répercussions du conflit sur les superficies emblavées et les rendements, en particulier au cours de la deuxième campagne, dans la grande région de l'Équatoria et dans l'État du Bahr el Ghazal occidental. Dans l'Équatoria-Central, la production pourrait enregistrer une contraction spectaculaire, de l'ordre de 45 pour cent par rapport à l'année précédente. En revanche, la production devrait augmenter de respectivement 16 et 25 pour cent dans les États de Warrap et des Lacs. Des hausses modérées, entre 4 et 12 pour cent, sont également prévues dans tous les États de la région du Nil Supérieur, même si les niveaux de production devraient rester inférieurs à ceux observés avant le début du conflit. Avec une population projetée d'environ 12 millions de personnes à la mi-2017 et une consommation moyenne d'environ 110 kg de céréales par habitant et par an, les besoins totaux de céréales en 2017 sont estimés à environ 1 324 millions de tonnes. En conséquence, le déficit céréalier devrait représenter environ 500 000 tonnes dans le secteur traditionnel pour la campagne de commercialisation janvier-décembre 2017.

La production céréalière nette du secteur mécanisé dans l'État du Nil Supérieur, plus celle du programme de production de sorgho de Tonychol dans l'État du Bahr el Ghazal septentrional est estimée à 44 100 tonnes. Même si une partie de cette production devrait être commercialisée de l'autre côté de la frontière au Soudan, certaines quantités devraient d'être commercialisées dans le pays et pourraient ainsi offrir au Gouvernement de la République du Soudan du Sud et aux agences humanitaires des possibilités d'achats locaux.

Le pays est confronté à une crise macro-économique dramatique. Les répercussions de l'hyperinflation, de la pénurie de devises étrangères et de la dépréciation de la livre du Soudan du sud, aggravées par la faible disponibilité et la hausse des prix du carburant, ont gravement nui au fonctionnement du marché et à l'offre de denrées alimentaires. Depuis juillet 2016, le nombre de négociants de denrées alimentaires (grossistes ou importateurs) a diminué de plus de 50 pour cent et les quantités/variétés d'aliments étaient très faibles dans la plupart des marchés. À la fin de 2016, les prix du sorgho et du maïs étaient à des niveaux exceptionnellement élevés, jusqu'à dix fois plus élevés qu'un an plus tôt, restreignant sévèrement l'accès à la nourriture des ménages dépendants du marché, en particulier dans les zones urbaines.

En janvier 2017, 32,3 pour cent de la population du Soudan du Sud (environ 3,8 millions de personnes) était classée dans les phases 3 (crise), 4 (urgence) et 5 (catastrophe) de l'IPC. Au plus fort de la période de soudure mi-2017, cette proportion pourrait atteindre 46,7 pour cent (soit 5,5 millions de personnes). Les situations les plus graves ont été constatées dans l'État de l'Unité (où la population dans certains comtés souffre de famine ou est à risque de famine), ainsi que dans l'État du Bahr el Ghazal septentrional (où plus de 50 pour cent de la population est classée dans les phases 3 à 5 de l'IPC). La situation devrait s'aggraver au cours de la période de soudure de 2017 (qui court jusqu'en juillet).

Le principal facteur à l'origine de cette situation est le conflit qui touche le pays depuis 2013. En 2016, celui-ci s'est propagé et a atteint les zones très productives de la Ceinture verte, ce qui a eu un impact considérable sur la production agricole nationale. Les perturbations des routes commerciales et des flux de produits provoquées par le conflit ont gravement affecté l'offre de denrées de base des zones plus isolées et moins productives. Cette situation de conflit, alors que le pays traverse une crise macro-économique majeure et enregistre des taux d'inflation très élevés, a entraîné une forte progression de l'insécurité alimentaire dans tout le pays, même dans les zones qui ne sont pas directement touchées par les hostilités.

L'insécurité alimentaire a atteint de nouveaux records en 2016 (67 pour cent de la population au moment des récoltes, dont plus de 14 pour cent en situation d'insécurité alimentaire grave), deux fois plus qu'avant le début du conflit et une dégradation sensible par rapport à la même période l'année dernière (l'insécurité alimentaire concernait 49 pour cent de la population, dont 12 pour cent en situation d'insécurité alimentaire grave). Selon les informations récoltées, seul un quart des ménages (26 pour cent) ont bénéficié d'une consommation alimentaire acceptable. Au cours de la prochaine période de soudure, à la mi-2017, les niveaux d'insécurité alimentaire devraient encore augmenter.

Les ménages restent extrêmement dépendants des marchés, particulièrement dans les États du Bahr el Ghazal septentrional, du Bahr el Ghazal occidental, des Lacs, de Warrap et de l'Équatoria-Oriental, où ils constituent les principaux fournisseurs de denrées de base pour 70 à 80 pour cent des ménages au cours de la période de soudure. Les ménages ruraux dans ces régions sont par conséquent extrêmement vulnérables aux chocs des prix tels que ceux survenus en 2016. L'assistance alimentaire a été principalement dirigée vers les trois États en conflit et a été la plus importante dans les États de Jonglei et de l'Unité, où elle a compensé les pénuries de l'offre sur le marché.

La dépendance à l'égard du marché et les chocs des prix ont abouti à une hausse de la part des ménages confrontés à des dépenses alimentaires élevées – les dernières valeurs datant de décembre 2016 (41 pour cent des ménages) étaient les plus élevées jamais enregistrées pour la période post-récolte. Les dépenses alimentaires les plus élevées ont été observées dans l'État du Bahr el-Ghazal septentrional et dans les régions voisines, précisément celles les plus touchées par la perturbation des réseaux commerciaux en raison de l'insécurité. Cela explique les forts taux d'insécurité alimentaire dans ces régions.

En 2017, le PAM prévoit d'aider environ 4 millions de personnes avec près de 300 000 tonnes de produits alimentaires divers. Cela comprend une aide alimentaire d'urgence destinée à 3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave et des activités de renforcement de la résilience orientées vers le développement (repas scolaires, nutrition, assistance alimentaire et financière pour la création d'actifs, achats au service du progrès) dont bénéficieront 1 million supplémentaire de personnes.

Dans le cadre de son intervention d'urgence en 2017, la FAO envisage de distribuer des kits de culture/pêche et des semences (y compris par le biais de foires aux semences) à environ 900 000 ménages vulnérables. En outre, une campagne de vaccination et de traitement du bétail devrait atteindre environ 5 millions d'animaux.

RECOMMANDATIONS POUR 2017

Le conflit a profondément perturbé le fonctionnement de tous les secteurs économiques dans le pays, y compris l'agriculture et l'élevage, avec des répercussions dramatiques sur la sécurité alimentaire des ménages. Le conflit a touché presque toutes les communautés du Soudan du Sud, directement ou indirectement, à travers la perte de vies humaines, un appauvrissement, des restrictions des déplacements, la perte de la sécurité personnelle et d'importantes pertes de bétail et de cultures. En outre, l'effondrement macro-économique a radicalement limité les échanges et les marchés en 2016. En conséquence, le déficit vivrier cumulé a augmenté par rapport à l'année précédente et les mécanismes commerciaux et humanitaires mis en place pour combler ce déficit sont confrontés à de sérieuses difficultés. L'expansion de la production alimentaire intérieure en 2017 est, par conséquent, essentielle pour empêcher une escalade de l'insécurité alimentaire en 2017 et au-delà.

Parvenir à une paix stable et durable est la recommandation primordiale en vue de progresser sur la voie du développement agricole et d'améliorer la sécurité alimentaire. Tout en comprenant la complexité de la situation actuelle durant le processus de réconciliation et de consolidation de la paix, les recommandations suivantes sont faites avec l'espoir que l'accord de paix nationale progressera avec succès afin d'assurer un avenir meilleur aux Soudanais du Sud.

Agriculture

Afin de renforcer la production alimentaire intérieure et de réduire le déficit vivrier en 2017:

- Apporter un soutien à la production céréalière de 2017 en fournissant des intrants agricoles et en organisant des foires aux semences en temps opportun.
- Fournir un appui coordonné aux personnes qui retournent dans certaines régions touchées par le conflit pour les aider à reconstruire leurs systèmes de subsistance en facilitant leur accès à la terre et aux intrants agricoles, tout en assurant une aide alimentaire suffisante pour répondre aux besoins à court terme.
- Renforcer les écoles pratiques d'agriculture et de pastoralisme pour soutenir l'adoption et l'utilisation durable des systèmes de production agro-pastorale.
- Continuer d'améliorer les outils et méthodes d'évaluation des récoltes, en insistant particulièrement sur le renforcement des compétences d'évaluation des agents agricoles au niveau des comtés, par le biais d'une participation accrue des fonctionnaires des administrations locales et des ONG dans l'évaluation des récoltes annuelles et dans les activités saisonnières de suivi, et de formations spécifiques destinées à ces agents.

Élevage

- Approfondir et élargir les interventions en matière de santé animale. En particulier: 1) former des professionnels de santé animale et leur permettre de circuler librement afin de s'acquitter de leurs fonctions dans tous les États; 2) revoir les campagnes et les procédures de vaccination selon les calendriers de vaccination établis; 3) élargir la couverture des programmes de vaccination, en évitant les protocoles de vaccins incorrects et les vaccinations sous-optimales.

- Rétablir l'accès aux zones de pâturage et voies de migration saisonnières qui ont été perturbées depuis le début du conflit en appuyant un processus de négociation entre les divers groupes pastoraux.
- Établir un système d'information sur l'élevage afin de surveiller des indicateurs clés, y compris la production, la commercialisation, la migration et la santé animales.

Marchés

- Suivre attentivement les stocks alimentaires et les comportements commerciaux sur les principaux marchés et faciliter l'acheminement de denrées en provenance des zones excédentaires vers les zones déficitaires, en tenant compte des dynamiques locales des marchés, ainsi que le long des principaux couloirs commerciaux aussi bien à des fins commerciales qu'à des fins humanitaires.
- Maintenir et renforcer le système de suivi des marchés et des prix afin d'informer sur la disponibilité alimentaire et la situation des prix sur différents marchés à travers le pays et favoriser des interventions en temps opportun.
- Étendre l'utilisation des transferts d'espèces dans les zones où les marchés fonctionnent afin d'encourager l'offre et de favoriser une plus grande stabilité du marché en stimulant la demande.

Sécurité alimentaire

- Cibler l'aide alimentaire de manière à assister les ménages les plus vulnérables dans les zones où les déficits vivriers sont les plus importants et les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés, en particulier dans certaines zones des États du Nil Supérieur, du Bahr el-Ghazal Supérieur et de l'Équatoria-Oriental. Compte tenu du fort déficit céréalier, de l'hyperinflation et de l'insécurité qui règne dans certaines parties du pays, le niveau d'insécurité alimentaire des ménages devrait être plus élevé que l'année précédente. Il est ainsi nécessaire d'intensifier les efforts pour soutenir les populations qui ont le plus besoin d'aide. Le cas échéant, l'assistance devrait être fournie par le biais d'activités de type vivres pour la création d'actifs et de programmes de soutien aux moyens de subsistance axés sur l'agriculture. Ces activités devraient viser à offrir des possibilités de réhabiliter les moyens de subsistance et de renforcer les mécanismes d'adaptation. La conception et la mise en œuvre des activités d'aide alimentaire devraient s'appuyer sur une analyse approfondie des contextes locaux: les transferts en espèces devraient être effectués dans des endroits où les marchés sont fonctionnels et où l'offre alimentaire est assurée; et deuxièmement, dans des zones où certains ménages agricoles ont une production excédentaire, afin de permettre aux bénéficiaires ciblés d'acheter de la nourriture à ces ménages. Dans les zones qui ont besoin d'aide alimentaire et où les conditions susmentionnées ne sont pas remplies, une assistance en nature devrait également être prise en considération.
- Encourager la conception et la mise en œuvre d'interventions multisectorielles, avec ou sans conditions, et envisager des mécanismes de transferts axés sur le marché dans des zones où les marchés fonctionnent de façon adéquate pour lutter contre l'insécurité alimentaire des ménages et soutenir l'économie locale.
- Fournir aux populations souffrant d'insécurité alimentaire et aux ménages déplacés dans les régions touchées par le conflit un soutien d'urgence aux moyens de subsistance adapté au contexte, en fournissant des semences de légumes et des kits de pêche.
- Améliorer l'accès aux aliments riches en micronutriments et en protéines grâce à l'utilisation de coupons nutritionnels à échanger contre des légumes, du poisson et du lait issus de la production locale.
- Intégrer un volet d'éducation nutritionnelle dans les interventions de sécurité alimentaire (distribution générale de vivres, vivres pour la création d'avoirs, transferts en espèces).
- Affiner la matrice de priorisation des zones nécessitant des interventions à l'appui de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les États touchés par le conflit en incluant, lorsque cela s'avère possible, les données disponibles concernant la nutrition maternelle.
- Assurer un suivi permanent de la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en particulier dans les régions touchées par le conflit, afin d'ajuster périodiquement la stratégie et les interventions humanitaires d'urgence.
- Poursuivre la négociation avec les parties au conflit afin d'améliorer l'accès de l'aide humanitaire, en particulier dans les régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire.
- Renforcer les systèmes d'alerte rapide en améliorant le suivi des précipitations et de l'état des cultures tout au long de la campagne. Pour cela il convient de: i) surveiller le niveau des précipitations grâce à des technologies de télédétection et des systèmes d'information géographique, en vue d'améliorer la qualité des prévisions de récoltes et donc la fiabilité des évaluations; et ii) examiner la disponibilité d'images satellitaires à haute résolution, qui peuvent être utilisées pour estimer les superficies ensemencées, les rendements et la production.

